

5 décembre 1978 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

INTERVIEW DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, ACCORDEE A TF1 A L'ISSUE DU SOMMET EUROPEEN DE BRUXELLES, BRUXELLES, LE 5 DECEMBRE 1978

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, CE CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES SE TERMINE DONC SUR UN ACCORD, SUR CE FAMEUX SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN 'SME', MAIS IL EST POSSIBLE, C'EST EN TOUT CAS CE QUE L'ON PENSE A L'ISSUE DE CE CONSEIL, QUE L'EUROPE MONETAIRE NE DEMARRE AU 1ER JANVIER '1979' DATE QU'A SIX. ALORS, QUEL JUGEMENT GLOBAL PORTEZ-VOUS SUR LES RESULTATS MONETAIRES DE CE CONSEIL EUROPEEN ? LE PRESIDENT.- NOUS AVONS PRIS L'INITIATIVE, AVEC NOS COLLEGUES DE L'ALLEMAGNE FEDERALE 'RFA', DE PROPOSER CE SYSTEME, IL Y A MAINTENANT SIX MOIS, D'ABORD A COPENHAGUE ET ENSUITE A BREME. NOUS L'AVONS PROPOSE - C'EST UNE FORMULE QUE J'AVAIS SUGGEREE - COMME DEVANT CREER UNE ZONE DE STABILITE MONETAIRE EN EUROPE. NOUS OBSERVONS LES GRANDS DESORDRES MONETAIRES DANS LE MONDE ET LES DESORDRES MONETAIRES A L'INTERIEUR DE L'EUROPE ET NOUS PENSONS QU'IL ETAIT NECESSAIRE DE CREER UNE ZONE DE STABILITE MONETAIRE. LE SYSTEME SUR LEQUEL NOUS NOUS SOMMES MIS D'ACCORD EST UN SYSTEME QUI EST ACCEPTE COMME PRINCIPE PAR L'ENSEMBLE DE NOS PARTENAIRES. MAIS IL COMPREND UN CERTAIN NOMBRE D'OBLIGATIONS, C'EST-A-DIRE LE FAIT DE MAINTENIR LES VARIATIONS DE SA MONNAIE DANS DES LIMITES ETROITES, 2,5 % DE PART ET D'AUTRE, ET POUR L'INSTANT SIX PAYS SONT DISPOSES A LE FAIRE DONT NOUS-MEMES, LES PAYS DU BENELUX, L'ALLEMAGNE FEDERALE 'RFA' ET LE DANEMARK. PAR CONTRE, LA GRANDE-BRETAGNE A FAIT SAVOIR QU'ELLE N'Y PARTICIPERAIT PAS DANS LA PHASE INITIALE ET L'ITALIE ET L'IRLANDE ONT RESERVE LEUR DECISION. MAIS L'ENSEMBLE DES SIX PAYS EN QUESTION CONSTITUE DEJA, DU POINT DE VUE ECONOMIQUE, DU POINT DE VUE DU NIVEAU DES ECHANGES, UN ENSEMBLE TRES IMPORTANT A L'INTERIEUR DE L'EUROPE. JE SOUHAITE NEANMOINS QUE NOS PARTENAIRES ITALIENS ET IRLANDAIS, APRES CONSULTATION DE LEUR GOUVERNEMENT, DECIDENT DE SE JOINDRE AU SYSTEME

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE CE SYSTEME MONETAIRE 'SME' EST VIABLE A SIX ET QUELLE ATTITUDE ADOPTER SI, JUSTEMENT, L'ITALIE ET L'IRLANDE NE LE REJOIGNAIENT PAS ? LE PRESIDENT.- OUI, LE SYSTEME EST VIABLE A SIX. CE N'EST PAS UNE QUESTION DE NOMBRE PUISQUE TOUT DEPEND DE LA VIGUEUR DES ECONOMIES ET DES MONNAIES DES PAYS EN QUESTION. ET JE CONSIDERE QUE LES SIX PAYS QUI DECIDENT D'Y PARTICIPER SONT CAPABLES DE FAIRE VIVRE UN TEL SYSTEME. LE CARACTERE DU SYSTEME, EN EFFET, SERA DIFFERENT SUIVANT QU'IL SERA A SIX OU QU'IL SERA A NEUF. S'IL EST A NEUF, IL A UN CARACTERE TOUT A FAIT COMMUNAUTAIRE & S'IL EST A SIX, LE MEME DISPOSITIF PREND LA FORME D'UN ACCORD ENTRE LES SIX ETATS MEMBRES. ET C'EST APRES LA REPONSE DE CEUX QUI N'ONT PAS ENCORE FAIT CONNAITRE LEUR DECISION QUE NOUS AURONS A NOUS PRONONCER SUR CE POINT

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, L'AGRICULTURE FRANCAISE ET LES AGRICULTEURS FRANCAIS ONT BEAUCOUP SOUFFERT CES DERNIERES ANNEES DE CES

AGRICULTEURS FRANCAIS ONT BEAUCOUP SOUFFERT CES DERNIERES ANNEES DE CES VARIATIONS MONETAIRES. ALORS, QUE PEUVENT-ILS ATTENDRE DU RESULTAT DE CE CONSEIL EUROPEEN ? LE PRESIDENT.- CE CONSEIL EUROPEEN EST UNE TRES BONNE NOUVELLE POUR LES AGRICULTEURS FRANCAIS. D'AILLEURS, DANS MON ESPRIT, ILS ETAIENT AU CENTRE DU DEBAT. J'AI FAIT COMPRENDRE A NOS PARTENAIRES QUE SI NOUS N'OBTENIONS PAS UN ENGAGEMENT SUR LE RETOUR A UN PRIX UNIQUE DES PRODUITS AGRICOLES DANS LE MARCHE COMMUN NOUS N'ACCEPTERIONS PAS LES AUTRES DISPOSITIONS DU SYSTEME. OR, FINALEMENT, NOS PARTENAIRES ONT ACCEPTE QUE FIGURE L'OBLIGATION DE REVENIR A UN PRIX UNIQUE DES PRODUITS AGRICOLES DANS LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE. CE QUI EST TRES IMPORTANT POUR LES AGRICULTEURS ET NOTAMMENT POUR TOUS CEUX QUI EXPORTENT ET QUI SOUFFRENT, VOUS LE SAVEZ, DE CE QU'ON APPELLE LES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES. DONC, CET ACCORD COMPORTE UNE DISPOSITION ESSENTIELLE QUI TOUCHE LA VIE ET LES REVENUS DES AGRICULTEURS FRANCAIS ET QUI EST L'ANNONCE DE LA SUPPRESSION PROGRESSIVE DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES ET DU RETOUR A UNE UNITE DE MARCHE. J'EN FAISAIS UNE CONDITION DE LA PARTICIPATION DE LA FRANCE AU SYSTEME `SME`

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, PLUS GENERALEMENT, QUELLES CONSEQUENCES AURA CE SYSTEME MONETAIRE `SME` SUR L'ECONOMIE FRANCAISE, D'UNE PART, ET SUR LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANCAIS ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, C'EST, JE DIRAI, L'ENTREE DANS LA VIE DES FRANCAIS D'UNE VIEILLE IDEE ET QUI EST LE FAIT QUE L'EUROPE AURA UNE MONNAIE PROGRESSIVEMENT COMMUNE. ON LUI A DONNE D'AILLEURS UN NOM FRANCAIS £ CE N'EST PAS UN HASARD, C'EST MOI QUI AIT VOULU QUE CE SOIT UN NOM FRANCAIS, C'EST L'ECU, LE VIEUX NOM DE LA MONNAIE DE SAINT-LOUIS ET QUI DONC, APRES HUIT SIECLES, RETROUVERA EN EUROPE L'ACTUALITE ET, J'ESPERE UNE REPUTATION FAVORABLE. DONC, PREMIER OBJECTIF, C'EST DE CREER UNE ZONE DE STABILITE MONETAIRE EN EUROPE ET QUE CEUX QUI ACHETENT ET QUI VENDENT EN EUROPE - ET VOUS SAVEZ QU'ILS SONT TRES NOMBREUX DANS NOTRE ECONOMIE - SACHENT A QUEL PRIX ILS ACHETENT, A QUEL PRIX ILS VENDENT SANS ETRE OBLIGES DE CONSULTER TOUS LES JOURS LES FLUCTUATIONS DES COURS DES CHANGES. NOUS FAISONS A PEU PRES LA MOITIE DE NOTRE COMMERCE EXTERIEUR AVEC NOS PARTENAIRES EUROPEENS, ET, DONC, POUR LA MOITIE DE NOTRE COMMERCE EXTERIEUR, NOUS AURONS DESORMAIS DES PRIX STABLES

-\

`REPONSE` EN MEME TEMPS, LE FAIT D'APPARTENIR A UNE ZONE MONETAIRE STABLE EST UN FACTEUR DE CONFIANCE, CONFIANCE DANS CE QUE L'ON POSSEDE ET, EN MEME TEMPS, CONFIANCE DANS SES PROJETS D'AVENIR. C'EST DONC UN ENCOURAGEMENT A INVESTIR ET L'INVESTISSEMENT EN FRANCE, EST, COMME VOUS LE SAVEZ, UNE DES CONDITIONS DE L'AMELIORATION DE L'EMPLOI `CHOMAGE`. DONC, JE CONSIDERE QUE SUR-LE-PLAN DE NOS ECHANGES EXTERIEURS, ET SUR-LE-PLAN DE NOTRE INVESTISSEMENT ET DE NOTRE EMPLOI, C'EST UNE DECISION POSITIVE. NATURELLEMENT, CELA A UNE CONSEQUENCE, C'EST QU'IL FAUT QUE L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA FRANCE SE COMPARE A CELLE DES PAYS VOISINS ET QU'EN-PARTICULIER LE TAUX DE HAUSSE DES PRIX, LE NIVEAU D'ACTIVITE ECONOMIQUE, LA COMPETITIVITE DE NOS PRODUITS ET DE NOS ENTREPRISES SOIT COMPARABLE A CEUX DE NOS PARTENAIRES. MAIS C'EST UNE DIRECTION QUE NOUS AVIONS DEJA DECIDE DE PRENDRE PUISQUE NOUS VOULIONS RENDRE L'ECONOMIE FRANCAISE COMPETITIVE POUR POUVOIR VENDRE AUX AUTRES ET DONC POUR POUVOIR EMPLOYER DAVANTAGE DE FRANCAIS DANS NOTRE APPAREIL PRODUCTIF.

JOURNALISTE.- MERCI, MONSIEUR LE PRESIDENT

-\